



INSTRUCTION

N° 03-035-M22 du 4 juin 2003

NOR : BUD R 03 00035 J

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

ETABLISSEMENTS ET SERVICES PUBLICS SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX

ANALYSE

Champ d'application de l'article D.1617-19 du code général des collectivités territoriales.
Simplification des formalités d'attestation du service fait par l'ordonnateur

Date d'application : 04/06/2003

MOTS-CLÉS

COLLECTIVITÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX ; SERVICES MÉDICO-SOCIAUX ;
SERVICES SOCIAUX ; ORDONNATEUR ; SERVICE FAIT ; SIMPLIFICATION DE SERVICE ;
ATTESTATION ; PIÈCES JUSTIFICATIVES ; COMPTABILITÉ M22

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Note de service n°98-033-M22 du 18 février 1998

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	TGAP	TPG	RF	T	DOM	TOM						

DIFFUSION

GT 16

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

6^{ème} Sous-direction - Bureau 6B

La présente instruction a pour objet de porter à la connaissance des comptables la circulaire DGAS/5B/DGCP/6B n° 2003-242 du 23 mai 2003 relative à l'application du décret n° 2003-301 du 2 avril 2003 modifiant le code général des collectivités territoriales (CGCT) et à la simplification de l'attestation du service fait par les ordonnateurs sur les pièces justificatives dans les établissements et services publics sociaux et médico-sociaux.

Désormais, les établissements publics sociaux et médico-sociaux ne sont plus soumis à l'article D.1617-19 du CGCT. Toutefois, à l'instar des établissements publics de santé, les ordonnateurs et les comptables pourront s'inspirer de la nouvelle nomenclature des pièces justificatives, figurant en annexe de cet article.

Par ailleurs, l'attestation du service fait par l'ordonnateur n'est plus requise sur les pièces justificatives :

- pour les établissements publics sociaux et médico-sociaux conformément à la circulaire diffusée en annexe de la présente instruction ;
- pour les services publics sociaux et médico-sociaux gérés en budgets annexes d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public local autre qu'un établissement public de santé et un établissement public social et médico-social, en application de l'article D.1617-19 du CGCT modifié par le décret n°2003-301 du 2 avril 2003 auquel ils sont soumis.

Cette attestation reste dans tous les cas obligatoire sur les bordereaux récapitulatifs des mandats, la signature de l'ordonnateur sur ces bordereaux valant à la fois ordre de payer et certification du service fait.

Toute difficulté d'application de la présente instruction devra être soumise à la direction générale sous le timbre du bureau 6B.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA 6^{ÈME} SOUS-DIRECTION

OLLIVIER GLOUX

ANNEXE : Circulaire DGAS/5B/DGCP/6B/2003 n° 2003-242 du 23 mai 2003 relative à l'application du décret n°2003-301 du 2 avril 2003 modifiant le code général des collectivités territoriales et à la simplification de l'attestation du service fait sur les pièces justificatives dans les établissements et services publics sociaux et médico-sociaux

REPUBLIQUE FRANCAISE

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,
DU TRAVAIL ET DE LA SOLIDARITE

MINISTERE DE LA SANTE, DE LA FAMILLE
ET DES PERSONNES HANDICAPEES

DIRECTION GENERALE DE L'ACTION SOCIALE

Bureau 5B

MINISTERE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

DIRECTION GENERALE
DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

Bureau 6B

LE MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES, DU TRAVAIL
ET DE LA SOLIDARITE

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES
ET DE L'INDUSTRIE

LE MINISTRE DE LA SANTE, DE LA FAMILLE
ET DES PERSONNES HANDICAPEES

A

MESDAMES ET MESSIEURS
LES PREFETS DE REGION

Directions Régionales des Affaires Sanitaires et Sociales

MESDAMES ET MESSIEURS
LES PREFETS DE DEPARTEMENT

Directions Départementales des Affaires Sanitaires et Sociales

MESDAMES ET MESSIEURS
LES DIRECTEURS D'ETABLISSEMENT PUBLIC
SOCIAL OU MEDICO-SOCIAL
(pour exécution)

MESDAMES ET MESSIEURS
LES TRESORIER-PAYEURS GENERAUX

ANNEXE (suite)

Champ d'application :

- Etablissements publics sociaux et médico-sociaux ;
- Services publics sociaux et médico-sociaux gérés en budgets annexes d'une collectivité locale ou d'un établissement public local autre qu'un établissement public de santé et un établissement public social et médico-social.

Textes de référence :

- Article L.315-16 du code de l'action sociale et des familles ;
- Décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique ;
- Décret n°2003-301 du 2 avril 2003 modifiant le code général des collectivités territoriales.

Date d'application :

Immédiate

Mots clés :

- Pièces justificatives
- Attestation du service fait

L'article D.1617-19 du code général des collectivités territoriales (CGCT), modifié par le décret n°2003-301 du 2 avril 2003, fixe la liste des pièces justificatives que les ordonnateurs des collectivités et établissements publics locaux doivent fournir à l'appui des mandats de paiement transmis aux comptables. Cet article exclut dorénavant de son champ d'application les établissements publics sociaux et médico-sociaux.

1. Le champ d'application de l'article D.1617-19 du code général des collectivités territoriales

Compte tenu de leur spécificité et de la convergence dans leurs modes d'organisation et de fonctionnement vers les établissements publics de santé, notamment depuis la loi n°2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale, les établissements publics sociaux et médico-sociaux n'entrent plus dans le champ d'application de l'article D.1617-19 du CGCT, tel qu'il résulte du décret n°2003-301 du 2 avril 2003.

Dans l'attente d'un texte fixant la liste des pièces justificatives applicables à la fois aux établissements publics de santé et aux établissements publics sociaux et médico-sociaux, les ordonnateurs et les comptables pourront s'inspirer de la nouvelle nomenclature prévue par l'article D.1617-19 du CGCT.

En revanche, les services publics sociaux et médico-sociaux gérés en budgets annexes d'une collectivité locale ou d'un établissement public local autre qu'un établissement public de santé et un établissement public social et médico-social demeurent soumis aux dispositions de l'article D.1617-19 du CGCT.

ANNEXE (suite et fin)

2. Attestation du service fait sur les pièces justificatives dans les établissements publics sociaux et médico-sociaux

Les ordonnateurs attestent la conformité et l'exactitude des faits énoncés sur les pièces justificatives en les datant, en les signant et en certifiant le service fait.

Afin d'éviter un formalisme lourd et finalement déresponsabilisant, cette certification n'est plus obligatoire sur les pièces justificatives.

La signature de l'ordonnateur n'est apposée qu'une seule fois sur le bordereau récapitulatif des mandats et vaut ainsi à la fois ordre de payer pour les mandats et certification du service fait pour les pièces justificatives jointes.

Cette simplification suppose un système rigoureux et sécurisé de contrôle interne du service fait dans les services de l'ordonnateur. En effet, l'ordonnateur garantit, pour tous les bordereaux de mandats signés, l'effectivité du service fait pour chacune des pièces justificatives de la dépense jointes au mandat de paiement.

Les ordonnateurs qui le souhaitent, et en fonction de l'organisation interne de leurs services, pourront continuer à apposer sur les pièces justificatives leurs signatures et les attestations du service fait qu'ils jugent nécessaires mais ces signatures et attestations ne seront plus contrôlées par les comptables.

Enfin, il est rappelé que cette mesure de simplification ne dispense pas les comptables de s'assurer de la cohérence des pièces justificatives transmises par l'ordonnateur à l'appui du mandat de paiement.

Le ministre des affaires sociales,
du travail et de la solidarité

Le ministre de l'économie, des finances
et de l'industrie

Le ministre de la santé, de la famille et
des personnes handicapées

Pour les ministres et par délégation,
La directrice générale
de l'action sociale

Pour le ministre et par délégation,
Le directeur général
de la comptabilité publique

Sylviane LEGER

Jean BASSERES